

Mais où est donc passée la classe politique ?

Une victoire électorale ne dépend pas seulement du nombre de voix obtenues et de sièges gagnés. Le vainqueur est aussi celui qui inscrit sa lecture de l'événement dans les esprits. A ce titre, la victoire de la gauche est plus décisive que son bilan électoral le laisse percevoir. Elle a en effet, outre la lecture sociale de l'événement – Sarkozy a été sanctionné parce qu'il a mené une politique en faveur des riches, contres les pauvres- imposé sa lecture morale : le débat sur l'identité nationale a été une faute morale qui a libéré une parole « nauséabonde » qui a fait le jeu du Front National.

Que la gauche veuille imposer cette interprétation de la nouvelle donne politique est somme toute logique, mais le plus étonnant est la passivité de la droite à laisser cette idée s'imposer. Les millions d'électeurs de droite qui se sont abstenus ou ont voté Front National aux régionales, ont agi ainsi pour sanctionner, en ce qui concerne l'enjeu identitaire, une politique pour le moins contradictoire et ambiguë sur les questions d'immigration, d'identité nationale et de sécurité, et en aucun cas n'ont pu être radicalisés par le débat sur l'identité nationale. Ce dernier est apparu aux électeurs de droite pour ce qu'il était ; un simple gadget électoral.

Le gouvernement pouvait-il d'ailleurs convaincre ses électeurs alors que tout en légitimant la nécessité d'un débat sur l'identité nationale, il affirmait dans le même temps que l'essence même de la France était de tout temps d'être « diverse et métisse », selon les propres termes du chef de l'Etat et d'Eric Besson ? Quand à Jean François Copé, patron du groupe UMP à l'Assemblée, il affirmait tout simplement dans les colonnes du Monde en octobre dernier que « L'identité française doit être profondément renouvelée et retravaillée ». Un débat donc aux conclusions fixées d'avance et strictement

encadré par les standards du politiquement correct afin que ne soit pas abordée notamment la très délicate question de l'intégration de l'Islam dans la société française. La gauche a raison, mieux vaut interdire le débat que laissait émerger les questions qui fâchent, pour leur imposer ensuite une brutale fin de non recevoir.

Mais c'est de ne pas assumer ce débat, dont le vrai faux débat sur l'identité nationale n'est qu'un épisode de plus, que la droite présidentielle est aujourd'hui punie, non d'avoir attisé de prétendus fantasmes et de soi-disantes haines qui sinon auraient continué de somnoler. Il faut tout simplement renverser l'argument de la gauche pour comprendre la démobilisation et la désillusion profonde d'une part importante de l'électorat de droite et probablement aussi d'une part significative de l'électorat de gauche. Cette contre lecture, malheureusement, le gouvernement Sarkozy et sa majorité ne peuvent la mener. Enfermer qu'ils sont dans un déni de réalité qu'ils ne pourraient rompre qu'en rompant avec un pacte politique qui tient le pays depuis plusieurs décennies. Ils n'ont d'évidence, ni l'esprit, ni le cœur, ni les épaules pour mener une telle entreprise.

Et pourtant, l'absence de débat, le vide de paroles fortes et structurantes, le martellement de slogans déconnectés du réel, représentent aujourd'hui une menace qui peut emporter la classe politique ; la droite d'abord mais aussi la gauche. On peut s'interroger, en effet, sur la dimension durable des victoires de la gauche. Peut-être capable désormais de reprendre le pouvoir, on voit mal sur quelles bases elle pourrait gouverner, tant elle est divisée dans ses composantes et coupée des attentes populaires sur les sujets qui touchent aux questions de l'immigration et de l'identité de la France. Si le Front National après trois ans de pouvoir sarkozyste a retrouvé son niveau traditionnel de l'ordre de 15%, on peut alors imaginer à quel niveau il pourrait se situer sous un gouvernement de gauche, entièrement tourné vers le culte de la diversité et la culture de l'excuse d'un côté et de la culpabilité de l'autre.

Ne faut-il pas d'abord questionner l'argument incantatoire, si souvent martelé depuis des années, qui affirme que le vote contestataire, en l'occurrence celui du Front National, ne procède que du fantasme, et ne s'exprime que quand une parole démagogique et haineuse le « libère » ? Si les Français voulaient l'oublier, l'actualité régulièrement vient leur rappeler l'état de violence de la société. Une violence dont ils sont les premières victimes comme l'ont montré les deux agressions récentes de Grenoble et Toulouse : lynchage, viol et parfois meurtre !

Casser du blanc en bande, tomber à 10, 15 ou 20 sur un pauvre gars qui n'a que le tort d'être là au mauvais moment, et le laisser pour mort sur le sol, est devenu un fait banal. La pointe émergée d'une violence de gestes, d'attitudes et de paroles qui presque toujours frappe les mêmes. Le contraste entre la parole aseptisée du discours politique, le boniment sur la « diversité » bienheureuse véhiculé par les médias et la réalité du quotidien est trop abyssal pour ne plus être perçu par la conscience collective. Il laisse une impression d'absurde Orwellien qui pointe l'inconsistance et la pusillanimité du monde politique. Quant aux associations autoproclamées « antiracistes », il vaut mieux ne même pas en parler ! Cette déconstruction du réel par les classes dominantes pour passer outre au vécu du sentiment populaire, s'apparente sans nul doute à une démarche de type totalitaire.